



## 14ème législature

|  |   |   |
|--|---|---|
| <b>Question N° :</b><br><b>85599</b>   | <b>De Mme Luce Pane</b> ( Socialiste, républicain et citoyen - Seine-Maritime ) | <b>Question écrite</b>  |
| <b>Ministère interrogé</b> > Affaires sociales, santé et droits des femmes                                       |   | <b>Ministère attributaire</b> > Affaires sociales, santé et droits des femmes |
| <b>Rubrique</b> >santé   | <b>Tête d'analyse</b><br>>allergies   | <b>Analyse</b> > gluten. dépistage. perspectives.                             |
| Question publiée au JO le : <b>21/07/2015</b><br>Réponse publiée au JO le : <b>29/09/2015</b> page : <b>7426</b> |   |   |

### Texte de la question

Mme Luce Pane attire l'attention de Mme la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur la prise en compte de la maladie cœliaque dans les politiques de santé publique. Selon l'Association française des intolérants au gluten, la maladie cœliaque, ou intolérance au gluten, touche une personne sur 100, ce qui en fait l'une des maladies digestives les plus fréquentes. Pourtant, seuls 10 % à 20 % des cas seraient aujourd'hui diagnostiqués en France, alors que, sans prise en charge nutritionnelle adaptée, la maladie engendre de nombreuses pathologies et des coûts de santé conséquents. La seule solution pour les malades est de suivre un régime alimentaire strict sans gluten à vie. Ces derniers sont très coûteux et difficiles à suivre au quotidien : seulement 50 % des malades adultes suivent strictement leur régime. Face à cette situation, et pour que puisse être entreprise une véritable politique de santé publique en la matière, elle lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour réaliser un état des lieux complet sur la maladie cœliaque.

### Texte de la réponse

La maladie coeliaque est une entéropathie inflammatoire chronique, auto-immune, provoquée par un antigène alimentaire, la gliadine du gluten. Selon les études disponibles, la prévalence régionale varierait de 0,1 % à 1 % de la population. L'intolérance au gluten peut se manifester à des périodes différentes de la vie, parfois chez le nourrisson peu après l'introduction du gluten dans l'alimentation, et parfois beaucoup plus tard à l'âge adulte. La présentation clinique de la maladie est très variable, allant de la forme totalement asymptomatique à la malnutrition sévère, en passant par des plaintes imprécises, digestives ou non digestives. Les manifestations les plus communes sont des douleurs abdominales, une diarrhée chronique, un amaigrissement, des pathologies osseuses, l'anémie, la fatigue. Le diagnostic est un diagnostic d'élimination, qui repose sur une séquence d'examen (recommandations de la HAS 2007) dont l'un est invasif et présente donc des risques propres : - recherche des anticorps IgA anti-transglutaminase, voire des anticorps IgG anti-transglutaminase et anti-endomysium en cas de déficit en IgA, - puis biopsie de l'intestin grêle à la recherche de lésions inflammatoires, non-spécifiques de la maladie coeliaque et dont les résultats sont donc à interpréter en fonction des situations cliniques. Chez l'enfant, cet acte nécessite une anesthésie générale. D'autres recommandations anglo-saxonnes concernant ce diagnostic, font apparaître la biopsie en deuxième rang de cette séquence, car les lésions sont parfois peu marquées, avec une éventuelle confirmation du diagnostic par la recherche d'anticorps anti-endomysium, venant en troisième rang. Les recommandations internationales sont donc de pratiquer une recherche diagnostique d'opportunité, devant un tableau clinique compatible avec une maladie coeliaque. Il a été démontré une diminution des taux d'anticorps et une régression des signes histologiques chez les malades observant correctement un régime alimentaire sans gluten. Le seul traitement



est l'éviction de l'antigène, c'est-à-dire des aliments contenant du gluten. Il n'est cependant pas démontré que ce traitement apporte un bénéfice quelconque aux personnes asymptomatiques, et cette pathologie ne justifie donc pas un dépistage en population générale. L'opportunité d'actualiser les recommandations de bonne pratique actuellement en vigueur sera prochainement débattue avec la Haute autorité de santé.